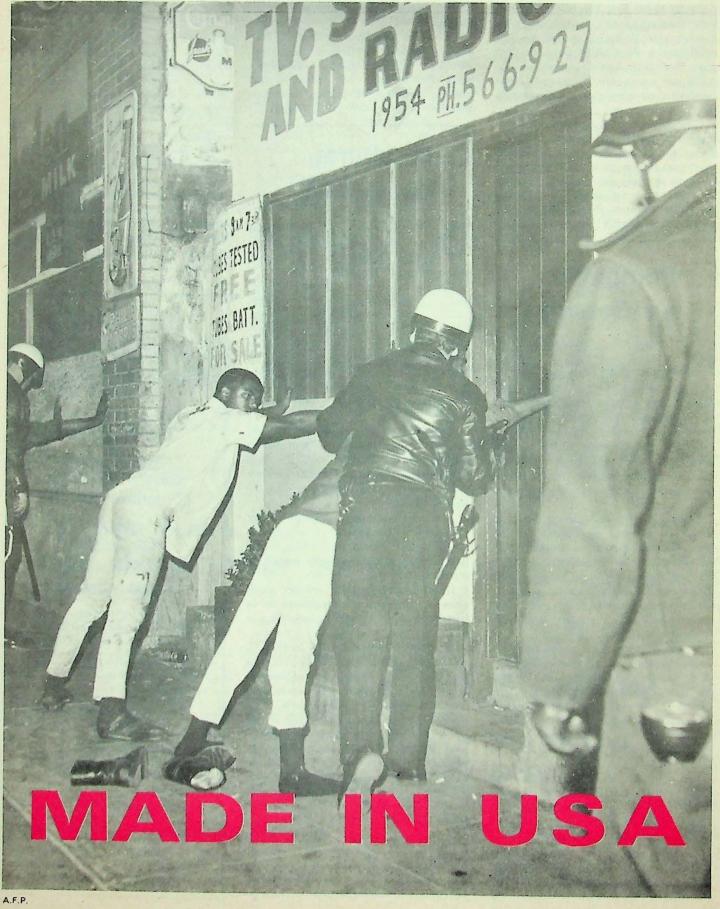
# Tribune socialiste

N° 314 / 9 FÉVRIER 1967 / PRIX 0,70 F

### HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ





Hommage Pierre Stibbe

Le mur d'argent

Michel Rocard

L'université des héritiers

Robert Chapuis

L'Angleterre oui, mais...

Jean-Pierre Cornet

Se décoloniser soi-même

Marcel Lapierre

## Vietnam : aucun espoir ?

Périodiquement, des mouvements s'animent, fébriles, où d'aucuns perçoivent les amorces, les petits pas d'une négociation dont le jour forcément viendra, à moins d'une conflagration de la planète.

Ceux qui, comme nous, se sentent solidaires du combat mené par le Vietcong ne doivent pas négliger le long cheminement du dialogue qui, à un moment ou à un autre, marquera le tournant d'une victoire populaire.

Les semaines qui viennent de s'écouler et celles qui viennent s'inscrivent dans ce climat où le diplomatique paraît prendre le pas sur le militaire. Faisons le point!

- M. Nguyen Duy Trinh, ministre des Affaires étrangères du Vietnam-Nord, déclare au journaliste W. Burchett que toute discussion passe par le préalable de l'arrêt de tout acte de guerre américain à l'encontre du territoire nord-vietnamien. A cette déclaration importante s'ajoutent les bruits relatifs à d'éventuels contacts entre le F.N.L. et les autorités américaines. On croit savoir que ces contacts n'auraient porté que sur des échanges réciproques de prisonniers, effectivement fréquents ces temps derniers et qu'ils se seraient, semblet-il, déroulés au Caire et en Birmanie.
- Dans ce contexte, deux visites marquantes aiguisent encore l'attention: celle du chef de l'Etat soviétique au Vatican et celle de Robert Kennedy à Paris. Ce dernier rencontre de Gaulle et plusieurs personnalités de l'opposition, il affirme que la France aura un rôle vital à jouer et que quelque chose se prépare.
- Enfin, l'on sait que la trêve du Tet sera appliquée par les Américains du 8 au 12 février et par le F.N.L. du 8 au 15.
- Voilà pour les faits précis et récents. Ils méritent qu'on les replace dans un cadre plus général où interviennent l'évolution de la situation chinoise et les accords passés ou préparés entre l'Est et l'Ouest.

Si l'on ne saurait en affirmer plus, on peut au moins affirmer que la conjoncture chinoise aura des effets encore imprévisibles sur le conflit vietnamien. De cela, on sera d'autant plus certain que les négociations sur la « non-dissémination des armes nucléaires » avancent, tandis que de très nombreuses puissances ont signé le traité sur « l'utilisation pacifique de l'espace ».

Cela signifierait-il que l'U.R.S.S. et les U.S.A. se rapprochant, le problème vietnamien doit être réglé, comme étant la pièce vitale du grand contentieux?

Rien n'est moins sûr! Le 2 février, M. Dean Rusk à la T.V. britannique et M. Johnson ont tous deux nettement indiqué qu'à leur avis, aucune négociation n'était en cours ni prévisible. Les troupes U.S., soit plus de 400.000 hommes, continuent à se battre au nom des mêmes contre-vérités et pour défendre la même présence américaine dans le Sud-Est asiatique.

• Dans ces conditions, il faut donc se méfier des bruits, aussi persistants soient-ils! La négociation ne paraît pas devoir être pour demain. Après la trêve du Tet, les combats reprendront encore plus violents.

Pour nous, Français, nous serons alors en pleine période électorale et il nous appartient de dénoncer le comportement américain ainsi que nous y invite, preuves à l'appui, la commission d'enquête du tribunal Russel. A cet égard, rien ne serait plus illusoire que de croire que la politique étrangère n'intervient guère dans le choix des électeurs. A dire vrai, une observation plus attentive prouve que l'opinion publique fait confiance à de Gaulle pour la plupart des principaux problèmes de politique étrangère. L'accord étant implicite, on n'évoque donc que très peu ces questions.

C'est dire que la gauche doit également se battre sur ce terrain. Il va de soi qu'elle ne saurait le faire efficacement qu'en se situant irréversiblement au-delà du gaullisme et non en deçà. Sur ce chapitre, méfionsnous des retours de bâtons et des positions ambiguës!

## Pompidou au Canard

e P.S.U. parle toujours du programme, mais ce sont des accords électoraux qu'il a conclus. » C'est ce qu'a déclaré en substance Pompidou au Palais des Sports devant les gaullistes déchaînés. Notre Premier ministre ne manque pas d'impudence si l'on considère que son seul programme et celui de ses partisans est de s'abriter derrière de Gaulle afin de se maintenir en place.

Enfin, on peut considérer que c'est là le jeu normal de Pompidou. En revanche, ce qui nous étonne, c'est de retrouver ses arguments dans Le Canard Enchaîné, sous la plume de Théophraste Muret, qui renouvelle ses attaques contre la gauche nouvelle et le P.S.U. Au nom de l'unité, comme il se doit.

Il paraît que nous avons eu tort de proposer un programme cohérent et la candidature unique de la gauche dans chaque circonscription, que c'était là apporter de l'eau au moulin gaulliste. Il paraît aussi qu'il n'a pas été question de programme dans les conversations avec le P.C.F. et la F.G.D.S.

Ce sont les mauvais polémistes, hélas! qui ont besoin du mensonge. Avec le P.C.F. qui présente des candidats dans chaque circonscription, la discussion ne pouvait porter essentiellement que sur le programme. Quant à la F.G.D.S., ses représentants étaient avant tout intéressés par les candidatures. C'est le P.S.U. qui

a insisté pour qu'on ne parle pas que de cela. Le résultat a été un protocole d'accord qui enregistre soigneusement les points de convergence (et aussi les divergences comme l'accord P.C.F.-F.G.D.S.). Mais le Théophraste Muret n'a rien lu.

Faisons tout de même remarquer que se moquer du programme, c'est faire du gaullisme sans de Gaulle et que préconiser la candidature unique n'était pas si absurde (la majorité l'a bien réalisée). Le P.S.U. ne peut avoir qu'un mépris amusé pour ceux qui le considèrent tantôt comme une vierge qui s'est fait trousser par un barbon, tantôt comme un allié objectif de l'U.N.R. Devrions-nous rappeler que certains de ceux qui suscitent ces campagnes étaient, il n'y a pas si longtemps, ministres de Sa Majesté?

La vieille gauche style Canard Enchaîné préfère se draper dans son purisme. Elle est comme ces généraux de 40 qui, en retard d'une guerre, préféraient l'infanterie aux blindés, la défensive à l'offensive.

La charte du G.A.M.

n se souvient peut-être qu'au lendemain des élections municipales de mars 65, M. Duverger consacrait un article élogieux à M. Dubedout, nouveau maire de Grenoble. Depuis lors, il ne se passe guère de réflexion politique sur l'évolution interne du pays sans qu'une allusion ne vise l'expérience de la municipalité de Grenoble. L'on peut même admettre que la candidature Mendès France apparaît comme un prolongement majeur à cette expérience.

Au surplus, il est significatif de souligner que maires et conseillers municipaux de nombreuses localités font souvent référence au cas de Grenoble qui a véritablement revêtu valeur de mythe.

Il est par suite important de mieux connaître M. Dubedout et le « Groupe d'Action Municipal » G.A.M., à la tête duquel se trouve le maire de Grenoble.

Il est intéressant de relever quelques-uns des points marquants de la Charte que le G.A.M. vient de publier.

 La Charte rappelle que le G.A.M. regroupe sur une base locale des syndicalistes, des responsables d'associations, des « citoyens à la recherche d'une rénovation politique ». Elle énumère une série d'orientations qui ne seront pas étrangères aux membres du P.S.U. : condamnation du profit, de l'instabilité de l'emploi, de l'inflation, des inégalités régionales, « l'intérêt de l'ensemble de la population devant primer ». Le G.A.M. souhaite l'augmentation des équipements collectifs, il souhaite qu'un « pouvoir de gestion réel dans de nombreux domaines » soit exercé par les collectivités locales. Dans cette perspective, l'information et le dialogue avec les administrés doivent jouer un rôle primordial, etc.

Très caractéristique d'une tendance « technocratique » que certains militants des partis politiques appréhendent sinon condamnent, alors que pour d'autres cette « tendance » ne peut que profiter à la gauche trop démunie de compétence technique. la Charte note: « ... de nos jours, ce ne sont pas seulement de nouvelles idées politiques mais peut-être surtout de nouvelles méthodes de travail qui amèneront les responsables locaux, les nouvelles générations à participer à la vie politique. » D'où l'exposé d'un ensemble de méthodes de travail jugées indispensables parmi lesquelles on note le nécessaire contrôle de l'activité des élus.

● Enfin, la Charte souligne que le G.A.M. serait prêt à jouer un rôle au niveau régional, voire national, dans la mesure où les idées qu'il avance seraient émises ou reprises par des hommes et des organisations situés à d'autres échelons.

Le phénomène du G.A.M. est important: il reflète une certaine insuffisance des mouvements politiques. Mais l'on peut se demander si, à l'image du processus des clubs, le G.A.M., organisme essentiellement municipal, ne bute pas sur certaines limites que seuls les mouvements à plus grande audience peuvent et doivent faire sauter.

G.A.M., 115, cours Jean-Jaurès, Grenoble.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais
Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction Claude Glayman

Administration: 54, boulevard Garibaldi Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège de l'administration

Publicité littéraire : 71, rue des Saints-Pères Paris-6°

Abonnements:
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse: 1 F

Directeur de la Publication:

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1967

## Editorial

# De nouveau le mur d'argent

Michel Rocard

n ne saurait trop méditer sur le sens des mesures récemment prises par le gouvernement Pompidou pour libérer complètement les mouvements de capitaux. Contrairement aux apparences, il n'y a pas de matière plus politique.

A des détails près, le régime vient donc de libérer totalement les mouvements de capitaux au départ de la France, et de réduire à peu de chose les contrôles qui subsistent sur les investissements directs des étrangers en France. Ce mesures sont intéressantes par leur date au moins autant que par leur signification.

Janvier 1967: c'est vingt-deux ans après sa mise en place que le régime du contrôle des mouvements de capitaux disparaît. Ce n'est pas par hasard qu'une telle mesure intervient deux mois avant les élections législatives.

#### Le gaullisme cimente le mur d'argent

Du point de vue de la majorité gaulliste, ces élections présentent une petite incertitude : la reconduction de la majorité n'est pas automatique. Il faut donc rallier les voix hésitantes, et si l'on peut du même coup compliquer la tâche de la gauche éventuellement victorieuse, c'est tout bénéfice. Les positions gaullistes à propos du Vietnam font peur à la droite classique. Assurons-lui qu'elle pourra désormais se livrer librement à tous les trafics de capitaux qu'elle souhaite faire, et notamment provoquer une fuite massive au cas d'une victoire de la gauche.

Le « mur d'argent » est en cours

de reconstruction : voilà une bonne nouvelle pour la réaction. Le travail de sape mené par le gaullisme n'est pourtant pas encore terminé: entre 60 et 70 % des dépôts sont entre les mains de banquiers publics. Les directeurs de ces établissements qui après une victoire socialiste se prêteraient à une évasion massive de capitaux ne manqueraient pas d'être révoqués dès la prise du pouvoir par le gouvernement victorieux : le gaullisme a donc besoin de redonner tout son lustre à la banque privée essoufflée. Mais c'est une longue affaire... En tout cas, une politique de cette sorte est de nature à faire avaler bien des couleuvres diplomatico-neutralistes à la droite française.

La date choisie pour prendre cette mesure est curieuse à un autre titré : notre balance commerciale vient de recommencer à être déficitaire et le franc se porte moins bien sur le marché international des capitaux. La mesure de libéralisation risque donc d'être dangereuse si la situation ne s'améliore pas rapidement. Or, il n'est précisément pas possible d'imaginer un redressement rapide de nos échanges. Cela confirme donc que les décisions récentes ne s'inspirent d'aucune nécessité économique, bien au contraire, mais qu'elles visent à rassurer, quoi qu'il en coûte, une certaine droite française avant les élec-

#### Le boomerang financier

Précisément, qu'est-ce-qu'il en coûte? Si la gauche l'emporte, on l'a vu, les risques de sabotage financier auxquels sera soumise son action seront plus grands. Mais qu'en est-il si la majorité gaulliste est reconduite?

Les choses, curieusement, ne sont guère meilleures, et le gaullisme vient sans doute de signer l'abandon définitif de cette « indépendance nationale » à laquelle il déclare pourtant tout sacrifier.

En effet, nos paiements extérieurs vont continuer à se dégrader. La Cinquième République a bénéficié huit ans durant de la double dévaluation préparée par la IVe et effectuée en décembre 1957 et décembre 1958. Cette manipulation monétaire bien conduite a donné à nos exportations un coup de fouet spectaculaire, nos prix devenant subitement très inférieurs à ceux de nos concurrents. Mais depuis, le gaullisme a surtout été préoccupé de démanteler un secteur public industriel et financier qui avait largement contribué à redonner du dynamisme économique à la France. Résultat : les investissements augmentent moins, la recherche scientifique reçoit des dotations insuffisantes, et dans nos exportations, la part des produits industriels modernes incorporant beaucoup de travail n'augmente pas. Nous exportons toujours autant de produits agricoles et de matériaux bruts. Nous avons conquis beaucoup de marchés grâce à la faiblesse de nos prix, et presque aucun grâce à la qualité technique de nos fabrications les plus précises.

#### La baisse du commerce extérieur

Les résultats positifs du commerce extérieur français en 1965 s'expliquent par des ventes massives d'excédents de céréales et par la quasistagnation des importations, l'économie interne étant elle-même « stabilisée ». Voilà des circonstances qui n'augurent pas bien de l'avenir. La seule perspective de l'expansion et de récoltes « normales » conduit à attendre de lourds déficits extérieurs dans les prochaines années.

Le régime, d'autre part, n'est pas parvenu à organiser une offre suffisante de capitaux empruntables à long terme pour l'investissement. Dans ces conditions, les besoins de capitaux de plus en plus lourds de firmes qui se développent les conduiront à emprunter de plus en plus aux Etats-Unis, et davantage encore à accepter des prises de participation américaines. Comme ces mouvements de devises vers la France sont la seule compensation possible des pertes que nous allons subir sur les paiements courants, il ne faut plus s'attendre à voir le régime résister à la pression des capitaux amé-

### Une impasse à l'anglaise

La seule garantie à long terme que la France préserve sa compétitivité internationale et par conséquent son indépendance sera un très puissant redémarrage de tous les programmes publics et privés d'investissements et de recherche scientifique.

Mais précisément le régime vient de nous placer dans une situation de type anglais : maintenant que les transferts monétaires sont libres, on va guetter de jour en jour les cours du franc à Wall Street et à la City, et le gouvernement interviendra sans délai pour casser l'expansion dès qu'elle provoque le plein emploi et la surchauffe, puisqu'on se refuse l'intervention directe sur l'économie pour éviter cette surchauffe.

Cette politique montre clairement que l'« indépendance nationale » à la mode gaulliste n'est qu'un verbiage sans contenu, que nos moyens de défense devant la concurrence internationale s'affaiblissent et que le gaullisme place la France dans le système de règles d'un capitalisme international incontrôlé. La dépendance de la France et de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis va s'en trouver aggravée, en même temps que le sous-emploi.

Décidément, la vietoire de la gauche est urgente.

## Colloque Poitiers Se décoloniser soi-même

Marcel Lapierre

e salaire moyen par famille ouvrière est, dans la région Poitou-Charentes, le plus bas de France.

Le Colloque socialiste qui s'est réuni samedi et dimanche derniers à Poitiers, n'aurait-il révélé que ce simple fait, qu'il n'aura pas été inutile (même en période électorale!). Si on ajoute que dans le secteur privé, à peine plus de 10% (10,15 exactement) des ouvriers sont syndiqués, ou aura grossièrement décrit la situation de l'emploi, et des difficultés que rencontre le syndicalisme, non seulement pour combattre et discuter mais pour s'implanter.

En 1954, cette région était la plus rurale de France.

Pourtant, il ne se pose pas de graves problèmes de transport, ni même d'énergie et la région possède même un port qui demeure sous-employé. De 1954 à 1962, la création d'emplois n'arrive pas à absorber l'excédent de maind'œuvre. Après 1962, l'évolution change brutalement par l'implantation d'usines dans le cadre de la décentralisation et l'accroissement de volume d'entreprises régionales déjà existantes.

- 8 ont entre 1.000 et 2.000 ouvriers; - 12 ont entre 500 et 1.000 ouvriers;

— 216 ont entre 1500 et 500 ouvriers. Mais la plupart des grandes entreprises sont des filiales de trusts nationaux.

On voit donc la coexistence d'un ancien patronat paternaliste et malthusien et d'un patronat plus dynamique qui s'installe. Ce dernier paierait mieux (relativement) que l'ancien. Mais pourquoi est-il venu s'implanter dans la région si ce n'est à cause des bas salaires ?

La qualification des ouvriers n'est donc pas en cause : cette région en produit par les moyens de formation un nombre supérieur à la moyenne nationale.

Ce n'est donc qu'un jeu pour le patronat d'agir dans deux directions, en sousqualifiant les ouvriers et en les déqualifiant. Un bon nombre d'O.S. de l'industrie régionale possèdent des C.A.P. de dactylo, de couture, d'enseignement agricole et ménager.

Les conditions actuelles de cette classe

Les conditions actuelles de cette classe ouvrière nouvelle se maintiendront pendant un certain temps (à peu près la période du 5° plan). La campagne libérera encore de la main-d'œuvre par exode rural, mais rapidement l'offre de main-d'œuvre nouvelle sera de plus en plus urbaine, de plus en plus formée.

La contradiction entre ces exigences et la nature des emplois proposés peut avoir plusieurs effets différents:

— le plus probable, un renforcement

 le plus probable, un renforcement de l'émigration des meilleurs vers des lieux plus rentables,

 éventuellement, un renforcement de la prise de conscience par le prolétariat régional, de sa situation,

 enfin, et ceci est peu probable, des entreprises peuvent tenter de profiter de la meilleure productivité de la main-d'œuvre locale. Or, les analyses régionales et plus générales montrent que la croissance des firmes entraîne une diminution des ouvriers qualifiés, une augmentation des O.S. ainsi que des techniciens et des cadres. C'est une des contradictions de l'évolution actuelle du capitalisme.

actuelle du capitalisme.

Quelle stratégie, les organisations syndicales peuvent-elle opposer à cette situation?

Les rivalités syndicales sont ici plus qu'ailleurs, criminelles. La classe ouvrière n'a pas à attendre de miracles. L'essentiel de sa condition dépend de l'action syndicale, et les thèmes d'action ne manquent pas :

— mobilisation des travailleurs sur des objectifs précis,

 information sur la situation des travailleurs,

— travail en commun des organisations syndicales sur les problèmes économiques de la région,

— présentation de la seule alternative valable par l'étude d'un contre-plan qui, à côté d'aspects contraignants, permettrait une évolution économique de la classe ouvrière et sortirait le mouvement ouvrier de la critique stérile en l'habituant à penser de façon constructive.

Etudiants

# L'université des héritiers

Robert Chapuis

epuis deux ans, il n'y a plus de colloque sur l'Ecole ou l'Université qui ne fasse référence aux études de Bourdieu et Passeron (1). En particulier, les conclusions qu'ils ont tirées d'un certain nombre d'enquêtes sociologiques en milieu étudiant (entre 1962 et 1964) et qu'ils ont publiées sous le titre des « Héritiers », ont relancé le débat sur la démocratisation de l'enseignement. Bonne ou mauvaise, la conscience s'est réveillée. C'est un premier résultat, mais n'est-ce pas finalement « beaucoup de bruit pour rien »? Il faut y aller voir.

Le poids des origines

Depuis qu'il existe des statistiques universitaires, on sait bien que l'Université est l'image renversée de la nation (2) (cf. tableau).

Mais le sociologue en précise les conséquences :

« L'expérience de l'avenir scolaire ne peut être la même pour un fils de cadre supérieur qui, ayant plus d'une chance sur deux d'aller en faculté, rencontre nécessairement autour de lui et même dans sa famille, les études supérieures comme un destin banal et quotidien, et le fils d'ouvrier qui, ayant moins de deux chances sur cent d'y accéder, ne connaît les études et les étudiants que par personnes ou par milieux interposés. » (p. 12.)

L'origine sociale détermine donc le rapport de chaque enfant avec le système scolaire. Bien plus, dans le choix des diverses branches universitaires, dans l'âge des étudiants, dans leur statut socio-économique (travail parallèle, logement, etc.), l'origine sociale apparaît bien comme le facteur essentiel. Finalement, en tant que groupe, le milieu étudiant ne se définit ni par des conditions d'existence, ni par des antagonismes religieux ou intellectuels, ni même par les études, mais par l'origine « bourgeoise » de l'énorme majorité des étudiants et des professeurs. Tel est le résultat de notre système de sélection scolaire:

« L'action directe des habitudes culturelles et des dispositions héritées du milieu d'origine est redoublée par l'effet multiplicateur des orientations initiales (elles-mêmes produites par les déterminismes primaires) qui déclenchent l'action de déterminismes induits d'autant plus efficaces qu'ils s'expriment dans la logique proprement scolaire, sous la forme de sanctions qui consacrent les inégalités sociales sous l'apparence de les ignorer. » (p. 26.)

L'aisance matérielle confère à cette majorité d'étudiants une mentalité caractéristique :

— un certain « dilettantisme dans la conduite des études »,

## Tableau des origines sociales

Catégories     socio-professionnelles     Corigine sociale	1. Par rapport à la population active (1962)	2. Par rapport à la population étudiante (1961-62)
Ouvriers, salariés agricoles, personnel de service	16,4 %	7,9 %
Agriculteurs	15,7 %	5,6 %
Employés	12,6 %	7,9 %
Patron industrie et commerce , .	10,4 %	17,7 %
Cadres moyens	7,8 %	17,8 %
Cadres supérieurs et professions libérales	4 %	28,5 %

— le souci d'une grande « culture générale »,

 le goût pour la culture libre et le mépris de la culture « scolaire ».

Par contre, « pour les individus originaires des couches les plus défavorisées, l'Ecole reste la seule et unique voie d'accès à la culture, et cela à tous les niveaux de l'enseignement. Partant, elle serait la voie royale de la démocratisation de la culture, si elle ne consacrait, en les ignorant, les inégalités initiales devant la culture et si elle n'allait souvent - en reprochant par exemple à un travail scolaire d'être trop « scolaire » jusqu'à dévaloriser la culture qu'elle transmet au profit de la culture héritée qui ne porte pas la marque roturière de l'effort et a, de ce fait, toutes les apparences de la facilité et de la grâce ». (p. 35.)

#### Le mécanisme universitaire

Le mal est donc profond : la démocratisation de l'enseignement ne conduit pas nécessairement à celle de la culture : un enseignement de classe « offert à tous » produit en réalité une sélection sévère au profit de la classe dominante, en l'occurrence la bourgeoisie.

Celle-ci a reçu le renfort de la petite bourgeoisie qui voit dans l'école un moyen de réussite et de prestige. La revendication d'égalité devient alors bien équivoque et sert paradoxalement à maintenir les privilèges :

« L'image aristocratique de la culture et du travail intellectuel présente de telles analogies avec la représentation la plus commune de la culture accomplie qu'elle s'impose même aux esprits les moins suspects de complaisance envers les théories de l'élite, leur interdisant d'aller au delà de la revendication de l'égalité formelle. (p. 39.)

L'effort scolaire est alors dévalorisé au profit de l'adaptation au langage. On oppose l'élève « laborieux » à l'élève « doué », c'est-à-dire apte à manier facilement les mots et les catégories de la culture dont il a hérité...

L'école est un système clos. Les mécanismes internes (3) peuvent continuer de jouer, même si les déterminants externes viennent à se modifier:

« Les mécanismes qui amènent l'élimination des enfants des classes inférieures et moyennes agiraient presque aussi efficacement (mais plus discrètement) dans le cas où une politique systématique de bourses ou d'allocations d'études rendrait formellement égaux devant l'Ecole les sujets de toutes les classes sociales, on pourrait alors, avec plus de justifications que jamais, imputer à l'inégalité des dons ou à l'aspiration inégale à la culture la représentation inégale des différentes couches sociales aux différents niveaux de l'enseignement. » (p. 44.)

On voit ici la nouveauté du propos. Nous avons longtemps pensé que la révolution démocratique de l'enseignement commencerait du jour où un gouvernement de gauche assurerait l'égalité de tous devant l'école. Nous partions d'une analyse extérieure à l'école, dont nous demandions la réforme en vertu d'un choix politique. Bourdieu et Passeron nous invitent d'abord à une révolution à notre propre niveau. Grâce à une analyse interne, rendue possible par la méthode sociologique, nous découvrons que l'école est devenue une machine à privilégiés. On ne fera pas disparaître les privilèges en se contentant de changer ou de doser les privilégiés (cf. le pourcentage obligatoire de fils d'ouvriers dans les Universités de certaines démocraties populaires). On ne bâtira pas l'école du peuple par la transmission d'une culture de classe et la sélection des

« Les étudiants d'origine bourgeoise pourront cesser d'être majoritaires numériquement sans que les normes et les valeurs qu'ils ont léguées au milieu étudiant cessent d'être tenues, même par les catégories nouvellement venues à l'enseignement supérieur, pour inséparables de ce milieu. » (p. 76.)

Tel est le chapitre essentiel que les deux autres ne font que compléter ou préciser. Pour limitées qu'elles soient, les enquêtes menées auprès des étudiants de psychologie et de philosophie de Paris apportent cependant des éléments significatifs.

(à suivre)

# responsable politique êtes-vous BIEN EQUIPE?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté, l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94-VITRY, Tél. 482,47.85

<sup>(1)</sup> Dans le cadre du Centre de Sociologie Européenne (rue Monsieur-le-Prince, Paris-6°), P. Bourdieu et J.C. Passeron ont réalisé plusieurs séries d'enquêtes sur « les étudiants et leurs études » (Ed. Mouton, 1964) et « Rapport pédagogique et communication `» (Ed. Mouton, 1965), en collaboration avec M. de Saint-Martin. Les « Héritiers » ont été publiés par les Editions de Minuit (2° éd., 1966).

<sup>(2)</sup> Tableau p. 138. Les Héritiers.

<sup>(3)</sup> Qui sont le produit d'une histoire, ce que Bourdieu et Passeron ne soulignent peut-être pas assez.

### Marché commun

## L'Angleterre et les Six oui, mais...

J.-P. Cornet

'Angleterre ne choisit pas « le grand large », mais l'Europe. Elle dément davantage chaque jour la célèbre boutade de Winston Churchill. Le 12 décembre, un sondage d'opinion a démontré que 67 % de Britanniques sont favorables à l'entrée de leur pays dans le Marché commun, contre 40 % il y a quatre ans. Si l'on ne tient compte que de l'électorat travailliste, la proportion atteint 72 %...

M. Wilson a évidemment ressenti cette évolution; peu favorable, au départ, à l'éventualité d'une adhésion anglaise à la C.E.E., il a tenu démocratiquement compte de la volonté de plus en plus manifeste des électeurs du Labour. Il a opéré une conversion. Le 10 novembre, il a annoncé aux Communes que le gouvernement britannique allait entreprendre une série de sondages auprès des «Six»; le 14 novembre, au Guildhall de Londres, il faisat valoir le meilleur atout de la Grande-Bretagne : sa puissance « technologique »; les 4 et 5 décembre, à Londres, les partenaires de la Grande-Bretagne au sein de l'Association Européenne de Libre-Echange (Suède, Norvège, Danemark, Autriche, Suisse et Portugal) donnaient à M. Wilson le « feu vert » pour entamer ses échanges de vues; début janvier, le Premier britannique commença sa tournée de « quête européenne »...

Partout, depuis plusieurs mois, les personnalités britanniques ont multiplié les professions de foi : M. Wilson devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg le 23 janvier. M. Fred Mulley, ministre d'Etat au Foreign Office et responsable des Affaires européennes, a dit le 11 janvier sans ambages : « C'est en Europe et avec l'Europe que résident les destinées de notre pays. »

#### La politique agricole commune...

Les pays les mieux disposés, au sein de la C.E.E., à l'égard de la Grande-Bretagne ont évidemment donné leur aval à toutes ces déclarations; ils ont été ébranlés par le sérieux de la candidature anglaise, la perfection des dossiers préparés par les services de M. Wilson pour répondre à toutes les objections qui lui ont été présentées. À Rome comme à Bruxelles, on a indiqué avec force à M. Wilson qu'il n'est pas d'Europe équilibrée sans l'Angleterre, que son entrée dans la C.E.E. est souhaitable, inévitable, indispensable... m a i s quand ? M. Fanfani a rappelé à ses hôtes qu'ils ne devaient pas détruire les délicats mécanismes mis en place, laborieusement, par les «Six»: il s'agit essentiellement de la politique agricole commune, qui ne se trouvait pas dans le Traité de Rome, et

que la Grande-Bretagne doit en outre accepter, comme du reste toutes les décisions prises depuis plusieurs années par les ministres des « Six ». Or, la politique agricole commune signifie que l'Angleterre devra payer très cher sous forme de « prélèvements » si elle continue d'acheter ses denrées alimentaires au cours mondial au lieu de les acheter chez les « Six », notamment en France et en Italie. C'est la fin de la préférence impériale, la mort de tout un mode de vie fondé sur les relations commerciales avec le Commonwealth et une agriculture hautement perfectionnée et méticuleusement protégée. L'adoption de la politique agricole des «Six» signifie une hausse du coût de la vie de 12 à 14 % et de dures incidences sur l'équilibre de la balance des paiements, que précisément M. Wilson est en train d'équilibrer pour permettre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun... C'est pour Londres la quadrature du cercle... Pour les «Six », il ne peut être question de dispenser la Grande-Bretagne de cette politiqu, tout en lui accordant les bénéfices du Marché commun pour ses produits industriels. Chaque pays doit assumer sa part de sacrifices correspondant à ses chances de profits. Londres ne demande d'ailleurs pas cette dispense: mais il faudra octroyer à la Grande-Bretagne un délai d'adaptation de plusieurs années pour éponger l'inévitable hausse du coût de la vie et favoriser la réorientation des agriculteurs britanniques en fonction de l'ouverture soudaine d'un grand marché continental; les «Six» devront renégocier entre eux, compte tenu de l'adhésion anglaise, les « clefs de répartition » à l'intérieur du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, c'est-à-dire le pourcentage des sommes que chaque Etat, selon sa taille et sa richesse, doit verser dans la caisse commune...

#### ... l'esprit supranational...

Malgré l'excellence des dispositions britanniques envers le Traité de Rome, l'on s'est montré méfiant à Rome et à Bruxelles - comme on le sera à La Haye — sur les intentions de la Grande-Bretagne à l'égard de la « supranationalité ». Il faut entendre par là l'introduction progressive, conforme à la lettre et à l'esprit du Traité, de la « règle de la majorité » dans les rapports entre Etats membres. Des décisions de plus en plus importantes pourront être prises à la majorité des Etats contre l'avis d'une minorité et devenir exécutoires. On connaît l'hostilité fondamentale de la France à cette manière de voir; malgré toutes les précautions prévues dans le Traité pour éviter les abus, Paris n'a pas voulu accepter le principe de cette règle, qui a été pratiquement enterrée l'an passé à Luxembourg. Mais Rome et Bruxelles demeurent attachés à cette finalité, à laquelle dernièrement M. Wilson a plus ou moins promis de se soumettre...

#### ... et le général de Gaulle

Mais le Premier britannique avait toujours antérieurement déclaré qu'il n'était pas près de renoncer à un pouce de la souveraineté nationale, langage qui avait pour lui le mérite d'être facilement accessible au plus grand obstacle de l'adhésion anglaise à la C.E.E., au « récif » Charles de Gaulle. Le Président de la République prend volontiers acte de la volonté britannique de renoncer à une insularité qui fut une source de tant de grandeurs; il veut bien admettre que les conditions sont meilleures qu'en 1963, et même que l'Angleterre est sincère... Mais il soupçonne d'arrière-pensées ce peuple de marchands... Par les liens qui unissent la livre sterling au dollar, par l'importance de la place financière de Londres, les capitaux européens pourraient être drainés hors de leur circuit continental... Il entre bien sûr dans ce raisonnement une part importante de nationalisme : M. Michel Debré rêve de faire de Paris une place financière plus importante que Londres, ce qui, dans le cadre d'un système monétaire adapté à la réalité d'une puissante Europe unie indépendante des Etats-Unis, lui paraît conforme à la nature des choses... M. Debré remet donc en cause la livre sterling en tant que monnaie de réserve, en tant que moyen de paiement international...

Certes, disent les Anglais, 30 % des échanges commerciaux mondiaux sont facturés en livres sterling, mais cela ne gêne personne; certes, des banques centrales détiennent une part plus ou moins grande de leurs réserves en avoirs sterling à Londres, mais elles le font parce qu'elles le jugent bien ainsi, et sans obligation qui pourrait peser sur elles; pour ce qui concerne, enfin, l'instabilité des fonds placés en Grande-Bretagne à court terme, cette instabilité est fonction de l'état passager du déséquilibre de la balance des paiements britannique; le même problème s'est déjà présenté pour le mark et le franc et peut se représenter à nouveau demain...

#### Aide-moi et le sterling t'aidera

En résumé, Londres offre à la Communauté Européenne de lui faire profiter des avantages substantiels de la « banque anglaise », une fois rétablie la balance britannique des paiements. Les Anglais ne voient pas pourquoi ils devraient se sacrifier dans ce domaine.

Les objections soulevées par Paris sont immenses : certaines relèvent indiscutablement de la philosophie la plus nationaliste; d'autres ont trait à la création d'une Europe véritablement indépendante des États-Unis, et



Keystone

qui, vu l'imbrication des intérêts financiers anglais et américains, serait indirectement mise en tutelle si le système financier actuel persistait... C'est en ce sens que l'on croit encore à Paris que la Grande-Bretagne puisse être demain un « cheval de Troie » introduisant en Europe toutes sortes de « corps étrangers » plus ou moins nuisibles.

II semble évident que le problème monétaire deviendra un préalable posé par la France à l'éventualité d'une adhésion anglaise à la C.E.E. On relève d'autre part à Paris que M. Wilson a fait dépendre la création d'une « communauté technologique européenne » de l'adhésion anglaise. Par technologie, il faut entendre tous les progrès accomplis dans la recherche appliquée la plus poussée : réacteurs atomiques à neutrons rapides, calculateurs électroniques, avions à géométrie variable, etc.

Il est indiscutable qu'en ce domaine la Grande-Bretagne possède sur les autres Etats du continent européen une telle avance que sa collaboration est indispensable si l'on veut vraiment construire une Europe indépendante des Etats-Unis en ce domaine. L'avance américaine est par ailleurs, en effet, tellement stupéfiante que faute d'accords entre Européens le continent sera, pour certaines branches, une sorte de « colonie américaine » dans les années 80. La Grande-Bretagne le sachant, on peut se demander si M. Wilson a été bien inspiré de présenter la collaboration anglaise sous condition.

Quels que soient les obstacles considérables qu'il faudra vaincre, l'adhésion anglaise à la C.E.E., qui sera suivie de celle des pays scandinaves, paraît hautement souhaitable à l'unité de l'Europe même conçue dans son sens le plus large. Comme les aspects économiques auront, dans leur complexité, pour résultat de retarder de plusieurs années cette pers-pective, il faudra s'interroger sans tarder sur les nécessités d'ordre politique d'un rapprochement rapide entre les « Six » et la Grande-Bretagne. Les progrès rapides de la détente entre les deux parties de l'Europe, les espoirs nouveaux d'un règlement du problème allemand exigent en effet une attitude concertée. Il y va de l'équilibre du continent. Il nous semble que par ce « biais » — où se trouve l'indispensable - on parviendra à une meilleure approche de questions auxquelles l'année 1967 ne pourra pas apporter une réponse entièrement satisfaisante.

Made in U.S.A.

## La "grande société" en échec

'Amérique est malade ou nous sommes malades de l'Amérique, c'est périodiquement que nous, Européens, nous nous le demandons. L'Amérique nous fascine et nous savons qu'elle est la première puissance impérialiste de l'Univers. Répulsion et attirance, mystification et hostilité, avec l'Amérique nous sommes coincés.

C'est qu'il faut le reconnaître, l'Amérique nous propose un type de vie, empli de monstruosités et d'aliénation mais que l'on ne saurait nier. Pour dire mieux et sans aucune volonté explosive, on peut affirmer que notre socialisme devra s'appliquer aussi aux sociétés américanisées. On socialisera l'américanisation, même si d'ici là, l'idée d'Europe a trouvé quelque com-

Aujourd'hui, c'est la guerre du Vietnam qui polarise notre révolte et dans une certaine mesure nous redonne l'espoir dans une alternative à la politique de puissance puisque nous voyons un peuple héroïque résister à la formidable machine américaine.

De l'autre côté, quelle est cette Amérique qui négocie une certaine neutralité des pays de l'Est et qui bombarde le Nord Vietnam, aux portes de la Chine, avec on ne sait quelle dramatique hypothèse stratégique! Ces dernières semaines, on a assisté comme aux prurits du mal moral américain : un Président pris en flagrant délit de mensonge, une querelle morbide mêlant les plus hautes autorités du pays et la famille de l'ex-président Kennedy, voire la mort suspecte du capital témoin qu'était J. Ruby, des rumeurs de toutes sortes sur la négociation, etc. Les élections à la Maison-Blanche sont pour novembre 1968, la guerre du Vietnam s'aggrave en se perpétuant, suscitant une opposition intérieure dont l'écho ne peut parvenir à submerger les cris et les actes bellicistes.

Pourtant, dans le même temps, le grand corps américain bouge : émeutes raciales, crise monétaire, problèmes sociaux, mise en question d'un mode de vie, etc. Qu'en savons-nous, hormis ce que nous lisons dans les livres traduits avec retard d'outre-Atlantique ou ce que nous voyons dans des films parfois

Nous ne prétendons pas ici fournir une réponse à toutes ces questions, qui sont d'ailleurs multitude. Mais dans la lignée des « Dossiers T.S. » promis à nos lecteurs, il nous a semblé intéressant de regrouper plusieurs articles spécialisés sur différents aspects de l'évolution de la société américaine. 🗌

## Guerre à la pauvreté

René Gallet

n rapport du gouvernement américain signale que 27 les risquent de connaître des émeutes semblables à celles qui ont éclaté à Watts l'an dernier. Ce n'est là bien sûr qu'un signe des distorsions profondes qui vicient la société américaine, car il existe de multiples formes de pauvreté incapables de se manifester par la violence ou mieux de se donner un visage devant l'opinion publique; elles sont en dehors de la conscience nationale, elles existent à peine ; c'est le cas du secteur des ouvriers agricoles saisonniers, trop émietté et trop instable, donc sans pouvoir.

### Les escarmouches de la pauvreté

Comme tout aux Etats-Unis, les pauvres » ont droit à leur part de statistiques. D'après le ministre du Travail (1963), un Américain sur 9 fait partie d'une famille dont

le revenu est inférieur à 50 dollars par semaine. D'autres chiffres donnent le nombre de 34 millions (1). Ces estimations recouvrent une telle diversité de conditions de vie qu'elles ne signifient pas grand cho-

Il y a le cas relativement simple des ouvriers agricoles (2 millions) - surtout des saisonniers (« migrant workers ») - exploités sans vergogne et que l'on transporte par camions d'un Etat à l'autre selon la nécessité des récoltes. Le plus souvent ils n'ont d'ailleurs pas d'habitation fixe.

Mais la majorité des autres n'entre pas dans ce rapport direct d'exploitation et ils forment un groupe hétérogène : ils peuvent être prisonniers de secteurs déclassés (mineurs du Kentucky par exemple), ou faire partie des minorités ethniques (surtout noire et porto-ricaine) ou vivre dans des zones sous-développées (que l'on nomme pudiquement « depressed areas »), ou appartenir à des groupes d'âge rejettés par le système, à cause de la vieillesse ou de l'insuffisante formation professionnelle chez les jeunes.

On sait que le chômage touche 4 % de la main-d'œuvre, mais selon l'appartenance ethnique, la proportion - chez les Noirs de certaines villes - peut atteindre 30 % pour les hommes et 40 % chez les femmes (2). Comme il s'agit d'une pauvreté discrète, tapie dans les ghettos, on a vite l'impression qu'elle n'est pas là - d'ailleurs, on ne la voit pas à la télévision, preuve qu'elle n'existe pas vraiment - sauf quand des émeutes éclatent.

Le gouvernement fédéral a fini par prêter attention à ces éruptions et pour qu'elles ne défigurent pas trop la « Grande Société », a entrepris de faire « la guerre à la pauvreté ». Pour l'instant, il n'y a eu que quelques escarmouches et il ne faut pas s'attendre à beaucoup plus. Il est vrai que personne n'a jamais essayé d'apporter de véritables remèdes à la situation présente, pas même l'administration Kennedy avec sa « Nouvelle Frontière »; on s'est contenté de palliatifs sous forme d'allocations mensuelles payées à ceux qui pour une raison ou pour une autre (chômage, incapacité de travail...) n'ont pas de revenus et qui grossissent la masse des « reliefers », condamnés à une existence larvaire. Or, en 1964, cette aide ne touchait que 7,3 millions de « pauvres » et elle s'accompagne parfois de mesures vexatoires et même contraignantes. Dans l'état de New York, pourtant assez libéral, des visites nocturnes sont opérées au domicile des intéressées pour vérifier qu'il n'y a pas de mari «secret » (ce qui entraînerait une diminution de l'allocation); en Georgie, on impose aux mères des travaux saisonniers dans les fermes. D'une façon générale, il se développe chez les « assistés » une psychologie de dépendance qui les enfonce encore plus profondément dans le sous-humain.

#### Le luxe n'exclut pas les carences sociales

L'administration Johnson, au cours de la dernière législature, a fait passer quelques lois importantes : le salaire horaire minimum a été porté à 1,60 dollar et étendu à 400.000 ouvriers agricoles qui ne bénéficiaient pas de ce régime. La loi

« médicare » doit permettre aux personnes âgées de recevoir des soins médicaux pratiquement gratuits, que l'équipement hospitalier est d'ailleurs incapable de dispenser, faute de personnel.

« La guerre à la pauvreté » proprement dite vise à la déraciner en changeant les conditions qui la produisent, mais elle ne fait qu'intensifier les programmes déjà existants sans définir de nouveaux modes d'action. L'un d'eux consiste en « Community Action Projects » financés principalement par un organisme fédéral, le Bureau de développement économique (Office of Economic Opportunity) et qui tendent à améliorer les conditions d'emploi et de logement au niveau local. Le plus important de ces « projets » a été mis en œuvre à Chicago, avec des résultats assez décevants car la direction de l'organisme qui doit recevoir les subsides publics s'est trouvé confisquée par les barons de la politique locale en l'occurrence le maire R. J. Doley, qui a mis à la tête du « Chicago Comitee on Urban Opportunity » une personnalité noire modérée de son choix, si bien que les groupes les plus militants ou simplement représentatifs se sont vus écartés de la direction.

Dans un autre domaine, 600.000 enfants ont déjà bénéficié du programme « Head-Start » qui porte surtout sur l'éducation primaire. Le cas de l'Etat du Mississipi, où ce genre d'action est le plus développé, révèle les mêmes défauts que celui de Chicago. S'apercevant que la population locale avait mis la main sur l'organisation (Child Development Group of Mississipi), que des « travailleurs des droits civils » s'étaient infiltrés et qu'il y avait une vague odeur de « Black Power », Sargent Shriver est intervenu brutalement, supprimant l'aide gouvernementale et créant un organisme rival à direction plus modérée. Finalement, devant la réaction du public, il a dû battre en retraite.

Contre le chômage, le gouvernement a établi des centres de formation professionnelle pour les jeunes qui ne vont pas à l'université, les « Job Corps », encore très mo-destes puisqu'ils ne comptent que 20.000 places pour 300.000 candidats.

<sup>(1)</sup> Commonweal - Périodique, juillet

<sup>(2)</sup> New Republic - 7 janvier 1967.

Quant au problème du taudis, le travail de rénovation à entreprendre est immense; pour l'ensemble des Etats-Unis on compte 8 millions de logements « en mauvais état », ce qui peut vouloir dire que les locataires ont à lutter contre les rats, chose fréquente à Harlem. Pourtant, il n'existe pas d'action fédérale concertée et les travaux de réfection sont laissés à la charge des municipalités ou des initiatives privées.

## La guerre contre la misère est molle

Il n'y a donc guère d'indices encourageants dans cette « guerre à la pauvreté ». Shriver annonce que l'an dernier le nombre des « pauvres » a diminué de 2,2 millions (chiffre assez illusoire, car 300.000 sont simplement partis au Vietnam et beaucoup d'emplois nouveaux sont temporaires).

Ceci tient à deux ordres de raisons : raisons de conjoncture d'abord, la guerre du Vietnam a absorbé 12,8 milliards de dollars en 1966, la « guerre à la pauvreté » 2 milliards, somme infime si l'on considère que la seule ville de New York aurait besoin de 4 milliards annuels pendant 10 ans pour sup-

primer ses quartiers insalubres. En tout, pour entreprendre une politique nationale radicale il faudrait 55 milliards (\*) supplémentaires d'investissements sociaux (logement, santé, éducation, aménagement urbain), c'est-à-dire à peu près l'équivalent du budget militaire.

La guerre du Vietnam apparaît certes comme un obstacle financier, mais plus profondément il y a des facteurs structurels dans l'économie qui s'opposent à un tel revirement de la politique américaine. Le ministère de la Défense emploie la moitié des 7,5 millions d'employés qui vivent des dépenses militaires. La circulation de personnes entre la Défense et l'Industrie atteint une intensité inimaginable en France. En 1961, 100 compagnies occupant 1.400 ex-officiers ont reçu la presque totalité des commandes passées par le ministère de la Défense.

La guerre du Vietnam n'est en fait que le symptôme d'un système au service d'une politique d'armement; la guerre aux pauvres continuera sans doute de l'emporter sur la guerre à la pauvreté tant que l'« industrial military complex » restera ce qu'il est.

\* Estimation de S. Melman. Commonweal, 5 août 1966.



Mac. Namara: Au tableau noir

A.F.P.

peu nos savants auront encore perfectionné les missiles et en auront construit qui déjoueront les systèmes de défense les plus modernes avant qu'à leur tour ces systèmes soient à nouveau perfectionnés; mais à ce moment nos pays seront vraiment ruinés et les seuls qui en profiteront seront les Chinois.

S'il y a, comme certains le croient, un parti militaire tout-puissant en U.R.S.S., sa stratégie peut être de profiter de ce que les Américains sont paralysés par la guerre du Vietnam pour prendre l'avantage : ou bien les U.S.A. font la guerre et créent le système de défense anti-missiles et alors ils se ruinent, les bases de la démocratie politique américaine sont ébranlées par un effort insoutenable en temps de paix, ou bien les U.S.A. ne font pas le système anti-missiles et l'UR.S.S. acquiert la suprématie mondiale.

Cependant les dirigeants politiques de l'U.R.S.S. semblent, eux-mêmes, autant qu'on puisse y voir clair, assez réticents devant cette thèse de « leurs militaires », elle a en effet l'inconvénient majeur que pour réaliser leur propre système anti-missiles il faut que l'U.R.S.S. elle-même abandonne largement les objectifs de bien-être auxquels les populations commencent à s'accrocher sérieusement.

## Vietnam ou anti-missiles

### Jacques Malterre

e Vietnam est-il un piège?

Les Américains viennent de faire une découverte qui les surprend : si puissante soit leur économic, elle ne l'est pas assez pour réaliser tous les objectifs jugés indispensables.

Au moment où le Président Johnson présente le projet de budget pour l'année 1967-1968 (aux U.S.A. l'année budgétaire ne correspond pas à l'année civile) il doit faire un choix entre deux grandes « options » :

1" besoin: la guerre du Vietnam. Le coût de celle-ci ne cesse de s'accroître; pour 1967-1968 le gouvernement doit demander 22 milliards de dollars, onze mille milliards de nos anciens francs! Désormais chaque Américain verse en moyenne 3 % de sa production pour continuer la guerre. Ceci s'ajoute aux autres dépenses militaires pour aboutir au plus formidable budget de guerre des U.S.A. depuis 1945: 75,5 milliards de dollars.

2º besoin : la création d'un système de défense anti-missiles. Jusqu'à présent Russes et Américains paraissaient à égalité dans le jeu de la terreur.

Or, les Américains ont appris que les militaires russes étaient en train d'établir un réseau défensif capable d'arrêter les missiles à charge atomique venant des bases américaines; dès lors tout l'équilibre précaire est menacé: si un pays peut attaquer l'autre sans craindre d'être détruit aussitôt il a l'avantage dans des relations dont la seule logique est celle du chantage.

Pour faire face à cette nouvelle situation le Président Johnson a le choix entre deux solutions : négocier avec les Soviétiques ou construire son propre réseau de défense anti-missiles.

#### Discussion avec les Soviétiques

La construction d'un réseau coûterait un prix fabuleux. En effet les missiles défensifs détruisent les missiles offensifs en faisant éclater dans le ciel une charge atomique. L'offensive est arrêtée mais l'atmosphère est empoisonnée au-dessus du territoire défendu. Conclusion: il faut construire des abris pour toute la population, à l'épreuve des radiations. Coût envisagé: 40 à 50 milliards de dollars. Les chefs américains Johnson, Mac-Namara sont arrivés à cette conclusion : on ne peut pas faire à la fois la guerre du Vietnam à l'échelon actuel et construire le système de défense anti-missiles ou alors c'est toute l'économie américaine qu'il faut changer.

Pour éviter d'avoir à faire cela les Américains sont obligés de discuter avec les Soviétiques. En substance, ils disent : abandonnons cette course à l'armement nucléaire, abandonnez les systèmes anti-missiles et restons-en au point d'équilibre actuel ; sinon nous entraînerons nos deux pays dans la ruine ; d'ailleurs, ajoutent-ils, il n'est même pas sûr que le système anti-missiles soit absolument efficace ; il risque d'en laisser passer quelques-uns et d'ici

## L'inflation aux U.S.A.

#### Jean Boirat

a machine industrielle américaine tourne maintenant à pleine capacité. La production des usines a augmenté de 9 % en un an ; la durée du travail s'est allongée, 3,3 millions de travailleurs nouveaux ont été embauchés en dehors de l'agriculture et le taux de chômage est descendu en dessous de 4 % (aux U.S.A. le taux officiel doit être très proche de la réalité).

Cependant l'énorme appareil s'essouffle ; des difficultés nouvelles apparaissent.

Les grands trusts de l'armement ne savent plus où donner de la tête et l'on a vu une des plus grandes firmes produisant des avions civils faire faillite parce qu'elle avait trop de commandes et que les constructeurs qui donnent la priorité aux militaires, ne lui livraient pas assez vite les moteurs dont elle avait besoin.

D'autres entreprises se plaignent de ne plus trouver assez de main-d'œuvre ou de n'en trouver que d'une qualification insuffisante. Mais, à côté de cela, la construction de logements est presque arrêtée parce que il n'y a plus d'argent à emprunter sauf à des taux énormes (9 à 10 %), ce qui conduit à des loyers inaccessibles.

Sur le marché financier, grands trusts et gouvernement se sont disputés les épargnes disponibles ; il a fallu faire revenir de l'étranger tout l'argent disponible et restreindre les crédits pour arriver à rétablir l'offre et la demande d'argent.

Mais en même temps pour la première fois les prix ont monté. Le coût de la vie s'est élevé de 3,5 % en 1966, ce qui a provoqué un vif mécontentement des travailleurs.

Depuis plusieurs années le gouvernement demandait aux patrons et aux salariés de limiter les hausses de salaires annuelles à 3,2 %, chiffre égal à l'accroissement moyen de la productivité du travail.

En fait, la plupart des accords de salaires passés au deuxième semestre 1966 prévoyaient une hausse annuelle de 5 %, le gain réel par an ne sera donc que 1,5 %. Or, les travailleurs américains lisent tous les jours dans la presse que les profits des entreprises ont fait un bond prodigieux, — on parle couramment de progressions de 10, 20 et 30 % — et ils estiment qu'ils sont gravement bernés.

De son côté le gouvernement voudrait stopper la hausse des prix; pour cela il a d'abord lancé un appel au patronat, il leur demande de prélever sur ses marges de bénéfices pour satisfaire les hausses de salaires. Il n'est pas sûr du tout que les dirigeants capitalistes ne cherchent

pas à abuser de la situation et restreignent volontairement leurs profits. Dans ce cas on assistera sans doute à une nouvelle hausse des prix de 0 à 4 % en 1967; les salariés voudront que les nouveaux accords de salaires tiennent compte intégralement de ces hausses. Ou bien le patronat acceptera et répercutera à nouveau dans les prix ces hausses supplémentaires, ce sera l'inflation, ou bien il résistera, soutenu par l'administration, et, des conflits sociaux de grande envergure seront à prévoir dans les industries de l'automobile, du caoutchouc et de l'alimentation.

Pour lutter plus sérieusement con-

tre l'inflation les dirigeants américains sont divisés sur les moyens. Le Président Johnson propose au Parlement de voter des augmentations d'impôt et de ne pas accroître certaines dépenses de défense (le système anti-missiles); l'opposition proteste, elle essaye d'empêcher le relèvement des impôts et, en contrepartie, elle propose de réduire les dépenses sociales, c'est-à-dire les dépenses pour les classes pauvres (éducation, logements bon marché) et les dépenses de Sécurité sociale. Si Johnson doit céder c'est tout le programme social démocrate qui sera définitivement compromis.

## Le pouvoir noir à l'épreuve

Rémy Grillault

our qu'en pleine guerre du Vietnam l'opinion américaine ait été secouée par un simple slogan — le « Black Power », il faut que celui-ci ait atteint quelque chose de très profond. Le « Black Power » durcit des attitudes esquissées depuis longtemps du côté des gens de couleur comme dans la population blanche. Ce n'est pas une simple répétition du phénomène « Musulmans Noirs », mais une reprise plus radicale et plus large des expériences antérieures d'organisation des Noirs, qui vise à changer l'ensemble des rapports existant entre les deux communautés.

## Une revendication plus structurée

Le « Black Power » a deux tranchants: il commence par critiquer et rejeter les modes d'action existants (le NAACP, dirigé par le calme Roy Wilkiws, qui représente essentiellement les aspirations de la bourgeoisie noire, et le Southern Christian Leadership Conference du pasteur M.L. King). Il tend d'autre part à créer un mouvement autonome plus efficace parce que plus proche des réalités. Avec l'orientation qu'a fait prendre Stokely Carmi-chael au SNCC (Students Nonviolent Coordination Committee) pour la première fois (à l'exception des Black Muslims peut-être) le recours à l'action politique par les Noirs eux-mêmes est conçu comme seul moyen d'améliorer leur sort, alors que le NAACP s'en tient à des méthodes philanthropiques et que SCLC évite tout engagement franchement politique.

De plus, le « Black Power » innove quant à son organisation, car à la différence du SCLC qui n'est guère qu'un état-major élargi dominé par une seule personnalité, le SNCC essaye de favoriser l'implantation locale en « chapters » parfois armés pour résister à la menace du Ku-Klux-Klan par exemple.

Outre cette condamnation des mouvements de revendication noirs, il constate l'insuffisance et l'échec des formations à majorité blanche, en particulier du « Mouvement des Droits Civils » constitué de volontaires (étudiants, ecclésiastiques, libéraux de toute origine...) qui vont dans le Sud pour organiser les Noirs et surtout les inciter à s'inscrire sur les registres électoraux. En réalité, un tel mouvement n'a de sens que si des organisations autonomes désintéressées peuvent se substituer à lui. C'est même le signe de son succès.

Il ne faudrait pas sous-estimer le rôle du gouvernement fédéral qui a fait passer une abondante législation sur les « Droits Civils » (droit de vote, intégration scolaire, etc.), ni se cacher qu'il n'a aucun moyen pratique de la mettre en œuvre et que les circonstances actuelles (priorité accordée à la guerre, et désapprobation croissante de l'opinion) l'en détourne encore. Le SNCC refuse les règles du jeu telles qu'elles ont été élaborées par les Blancs — ce que Carmichael traduit — pour les Blancs.

#### Un comté

La réalisation de ces objectifs s'est jusqu'à maintenant limitée au Sud et a commencé par le comté de Lowndes en Alabama. Ce comté regroupe 21.000 habitants dont 80 % de Noirs. Le revenu annuel moyen est de \$8.000 par famille blanche, celui des noirs atteint 1/8 de ce chiffre. Il y a 4 collèges, 2 pour les Blancs et 2 pour les élèves noirs qui sont 4 fois plus nombreux. L'intégration consiste en 5 élèves noirs admis dans les écoles blanches. Le nombre des Noirs inscrits sur les registres électoraux est à peu près du même ordre. Dans le gouvernement local la totalité des élus sont blancs. L'efficacité des mesures racistes (brutalités, évictions, listes noires dans l'emploi, astuces juridiques diverses, etc.) est telle que la population du comté a légèrement diminué ces dernières années. De plus, les « libéraux blancs sont très modérés et très blancs » comme le remarque F. Millspaugh. Leur faiblesse est at-testée par l'écrasante victoire de la femme de l'ex-gouverneur Wallace en Alabama. Pour les Noirs du

LE PROGRAMME DES DEUX PARTIS\*

A 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	Démocrates	Républicains						
Impôts.	Augmentation de 6 % des impôts directs sur les personnes et les sociétés.	Economies budgétaires pour évi- ter le relèvement des impôts.						
Sécurité sociale.	Augmentation de 20 % des pres- tations et augmentation des coti- sations.	Augmentation de 8 % des pres- tations sans relèvement des coti- tisations.						
Défense	Ralentissement des dépenses. Pas de système anti-missiles. Négocia- tions avec les Soviétiques.	Augmentation rapide des armes offensives ; création immédiate d'un système anti-missiles.						
Vietnam.	Pas de changement.	La stratégie actuelle est juste mais si elle ne peut pas permettre de gagner la guerre, il faut dé- vélopper l'escalade.						
Lutte contre la mi- sère.	professionnelle, des villes nou- velles et de l'aide à la scolarisa-	L'Etat fédéral doit laisser faire les Etats et les entreprises pri- vées et leur donner des subven- tions fiscales.						

\* D'après « Business Week », 21 janvier 1967.

comté, se rallier au parti démocrate serait se rallier au parti de G. Wallace, d'Al Lingo et du sheriff Jim Clark. L'un des responsables locaux du parti, Hulda Coleman, dirige un système d'éducation destiné à perpétuer l'anal-phabétisme et l'impuissance des Noirs. Son frère, Tom Coleman, autre membre influent de l'appareil local, est soupçonné d'avoir tué un Noir de Haynesville, John Daniels, et a été identifié par le Rév. Morrisoe comme étant celui qui a essayé de l'assassiner l'an dernier. Selon l'expression de Carmichael, demander aux Noirs de se rallier à ce parti revient à peu près « à demander aux Juifs de se rallier au parti na-

### Pas d'alliance

entre « pauvres Blancs » et Noirs

Théoriquement, rien n'empêcherait une coalition entre les Noirs et les « pauvres Blancs » du Sud, leurs intérêts économiques coïncidant, mais jusque-là ils ont été les plus acharnés contre les gens de couleur. Pourtant, un effort a été entamé dans ce sens par Jack Minnis, membre du SNCC, qui a recruté des volontaires pour un « projet » visant à organiser les « pauvres Blancs » sur des bases économiques. Un certain nombre d'étudiants ont travaillé récemment à des projets semblables dans les communautés blanches.

Dans ces conditions, le SNCC ne pouvait que développer un mouvement autonome « La panthère noire » choisie comme symbole de l'Organisation pour la Liberté du Conté de Lowndes (LCFO). Au cours d'une réunion tenue le 3 mai 1966, la décision a été prise de présenter des candidats indépendants du parti démocrate pour les élections de novembre, de façon à avoir une représentation authentique de la majorité de la population et à conquérir le pouvoir ou au moins à faire pression sur le gouvernement local.

Outre cette action politique à l'échelon local, le slogan de « Black Power » a une influence beaucoup plus large, et moins précise, qui peut changer les idées mais pas encore les conditions économico-sociales.

## Une influence qui perce et qui plafonne

Malgré ces résultats restreints, un certain nombre de réactions ont eu lieu qui, à long terme, risquent de déséquilibrer le jeu politique traditionnel. Les effets sur l'électorat blanc ne se sont pas faits attendre. Rien qu'à Chicago, en soutenant Paul Douglas, M.L. King a largement contribué à faire élire le républicain Charles Percey. Des milliers de démocrates ont préféré voter républicain plutôt que de donner leurs voix à un candidat trop favorable aux Noirs. Dans l'ensemble du pays, certaines estimations chiffrent le gain républicain lors des élections de novembre dernier dû à S. Carmichael et au « Black Power » entre 10 et 20 sièges. A plus long terme, si le mouvement s'amplifiait, le parti démocrate risquerait de perdre les voix des classes moyennes apeurées et celles des Noirs insatisfaits qui se rallieraient au « Black Power ».

En fait, il reste à savoir si le Black Power, tel qu'il est conçu et appliqué actuellement est adéquat à la réalité sociale noire et peut se transformer en arme efficace. Pour l'instant, il est pratiquement limité à la population du Sud alors que 75 % des Noirs vivent dans les grands centres urbains où le problème fondamental n'est plus celui de l'oppression directe mais celui du ghetto. Or, il faut bien reconnaître que l'action au niveau national reste mal définie et ce ne sont pas les mesures locales qui apporteront des solutions au problème du chômage. (A Watts par exemple, on s'est contenté après les émeutes d'ouvrir quelques bureaux d'embauche. Finalement, est-ce que le sous-emploi est un problème de discrimination raciale? Ce ne sont plus seulement les institutions politiques qui sont visées mais le système économique. Dans ce cadre le « Black Power » n'est peut-être pas le stade terminal de cette organisation possible des Noirs, mais il est du moins le premier mouvement qui leur donne une identité politique.

## Les premiers meetings de la campagne

Vendredi 10 février.

USSEL (Corrèze 3") pour soutenir Michel Kellermann — Gérard Denecker, membre du C.P.N.

Lundi 13 février.

VALENCE (Drôme 1°) pour soutenir Gilles Martinet — Michel Rocard, membre du Secrétariat national.

FECAMP (Seine-Maritime 5°) pour soutenir Pierre Roussel — Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

Mardi 14 février
ROUEN (Seine-Maritime 1<sup>re</sup>)

pour soutenir Robert Dubreuil — Gilles Martinet, Secrétaire national adjoint.

CAEN (Calvados 1°°) pour soutenir Jean Petite — Marc Heurgon — Pierre Bérégovoy, membres du Secrétariat national.

Mercredi 15 février.

SAINT - BRIEUC (Côtes - du -Nord 1<sup>re</sup>) pour soutenir Yves Le Foll — Daniel Mayer.

Vendredi 17 février

LIMOURS (Essonne 4°) pour soutenir Jean Babin — Serge Mallet, membre du Bureau national.

T.S.

## Au-delà des meetings

Au cours des semaines qui viennent, un nombre important de meetings P.S.U. vont être organisés à travers la France.

Les sections doivent saisir cette occasion pour populariser massivement notre journal. Les premières expériences réalisées démontrent que les possibilités de vente dans le cadre des réunions sont immenses: Il serait par suite très regrettable que, faute de prévision, un certain nombre de ventes soient négligées et ratées.

En vérité, la bataille pour l'augmentation du tirage de *Tribune* doit devenir une préoccupation quotidienne de tous les militants.

La semaine prochaine, notre journal sera consacré à un bilan de la législature. Il ne s'agit pas seulement d'argumenter mais d'informer. Nous essayons de le faire à travers nos dossiers. Nous nous y attacherons encore sous d'autres formes, avec une équipe de collaborateurs de plus en plus élargie.

Mais encore une fois, cet effort n'a de sens que s'il est relayé par la volonté de tous nos lecteurs et de tous nos militants, de multiplier l'audience de T.S. et de lui conquérir de nouveaux abonnés.

# Eure-et-Loir Un nouveau candidat

Nous avions déjà annoncé la candidature de René Foucart, Maire de Mainvilliers dans la 1<sup>re</sup> circonscription, Chartres.

Dans la 3° circonscription (Nogent-Châteaudun) le candidat du P.S.U. est Daniel Cogneau, Professeur d'éducation physique au lycée et Conseiller municipal de Châteaudun.

## Souscription nationale

Les carnets de bons de soutien vous sont maintenant parvenus.

Le tonus de notre campagne électorale dépend largement de leur succès.

Bon travail à tous.

## Spécial programme

Ce numéro ayant été tiré de nouveau, les Fédérations peuvent passer commande.

Conditions spéciales : pour 100 exemplaires 0,55 l'unité ; au-dessus de 100 exemplaires 0,45 l'unité.

## Matériel disponible

- BROCHURES
- -F.G.D.S.
- Santé
- Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10 - 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement: l'exemplaire 1 F.

 C.E.S.: Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

- DISQUES
- Portugal résiste
- Chants de lutte
- L'Internationale
- L'exemplaire : 10 F
- CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Numéro spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande. Tribune Socialiste 54, bd Garibaldi, Paris (15°) C.C.P. 5826-65 Paris

#### CELA EST POSSIBLE

Notre ami Lucien Masson, Conseiller municipal de Montesson (Yvelines), nous envoie six abonnements faits en quelques heures.

### Campagne de diffusion de TS

A la disposition des fédérations

- C.C.P. (5826-65 Paris).

## Deux Affiches:

- le PSU, parti de votre avenir
- Solidarité avec le peuple Vietnamien

Prix: 0,20 F l'unité. Paiement à la commande.

### Livres

## Truman Capote moraliste

R. Gallet

n ouvrant De sang-froid, il faut faire attention de ne pas prendre le livre pour ce qu'il n'est pas — une anecdote. On ne serait pas surpris de voir figurer les empreintes digitales des coupables dans une annexe, puisque l'on a déjà leur taille. leurs signes particuliers, etc. mais l'essentiel est ailleurs.

Derrière l'éclair de l'événement, l'écriture du livre a tissé un réseau de nécessité qui lie meurtriers et victimes.

Pourquoi Dick et Perry sont-ils tombés sur cette famille qu'ils n'avaient jamais vue? Deux détenus se rencontrent à la sortie de prison; leurs trajectoires s'emmêlent; une expédition est montée, non sans avoir manqué échouer plusieurs fois, et apparemment sans raison (car on s'aperçoit que le coffre-fort escompté n'existe pas) exécutée.

#### Deux Amériques

A regarder les choses de plus près, il apparaît vite qu'une proximité ancienne accrochait les « ex-con » Dick et Perry au riche fermier Clutter qui, pour le voisinage, représente l'idéal devenu palpable — c'est-à-dire une grande ferme, garçon et fille sur le point d'entrer à l'université, une confession religieuse (méthodiste) qui localement lui assure les égards de tous, et beaucoup d'argent.

Tout ce que Perry connaît de la terre américaine, c'est la route. Sa mère, qui l'a toujours laissé à luimême, est partie un jour, alors qu'il était tout jeune, pour s'abandonner complètement à l'alcool et à une promiscuité indifférenciée; son frère s'est suicidé; un après-midi, une de ses sœurs saute par la fenêtre d'un immeuble. Il ne lui reste qu'une sœur, qui, pour ne pas tacher sa respectabilité, l'évite. Il n'a pas de travail, bien sûr, et la seule « profession » qu'il ait jamais exercée est celle de trappeur. Mais depuis son accident de moto - sans éducation universitaire — il ne peut plus rien faire, toute entrée à un point quelconque de la société lui est interdite.

#### Meurtriers et victimes : un même miroir

Il existe une étrange parenté entre les deux (bien que la communauté repousse les deux criminels de toutes ses forces en les transformant en monstres), il y a presque identité entre victimes et meurtriers. Dick et Perry donnent l'impression de bons garçons à ceux qui les rencontrent; ce sont de bons Américains curieusement coupés de leur pays. Perry, par exemple, avec son intelligence supérieure et sa sensibilité d'artiste, ressemble à la délicate Nancy qu'il tue. Quant à Dick, il tient du businessman et son talent

à faire passer de faux chèques, son sens des affaires, n'est pas sans rappeler la rigueur professionnelle de H. Clutter, le fermier prospère.

Ils ne sont ni monstres ni révoltés; ils sont spontanément presque ce que sont les autres, avec cette différence qu'ils se trouvent dans un vide social. Ils subsistent à la périphérie de la société américaine, à l'orée de l'abondance. (L'image des coyottes revient avec insistance tout au long du récit.)

Un passage du livre nous montre un garçon très jeune qui voyage en auto-stop avec un vieillard dans le but de rejoindre une sœur improbable et ne survit qu'avec l'argent qu'il gagne en ramassant les bouteilles vides le long des routes (image symbolique d'un groupe qui récupère les déchets de la société, en y laissant toute dignité humaine, et devient lui-même déchet social).

Le cas de Dick et Perry est différent, ils refusent de se supprimer de la sorte, et cherchent désespérément à se rattacher à cette société lumineuse qu'ils côtoient et qui les a empoisonnés de rêves qu'ils ne peuvent réaliser. Ils voudraient s'y implanter et n'ont pour cela aucun espace propre. Ils deviennent volcurs et finalement criminels non parce qu'ils sont des monstres mais parce qu'ils veulent rester hommes; le seul champ d'action qui leur reste ouvert est celui qui les oppose aux autres. Par leur crime, ils s'insèrent dans la société et s'en excluent définitivement.

Au-delà de ce rapport délinquantcommunauté, c'est la société qui éprouve ses limites (d'où l'empressement à leur donner un visage de monstres pour les éloigner d'ellemême à tout prix, et à les éliminer physiquement) et son incapacité à intégrer ceux qui sont au-dehors de l'enceinte d'argent et de respectabilité qui la ferme.

In Cold Blood, T. Capote. Ed. « Penguin ».

De sang-froid, T. Capote. N.R.F.

ROTTFIIN				D. YNHF210N															
Nom																			
Prénom																			*
Adresse	9	*									,								

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>1</sup>).



Quelque chose de nubile, de pur et de pervers.

## Cinéma Godard-sur-Hudson

Jean Helms

'est peu dire que GODARD est irrégulier. Il tient de la cible d'un stand forain. Pas plutôt le fusil pointé pour descendre « Alphaville » qu'il esquisse et laisse filer, avec « Made in U.S.A. », un ballon déconcertant.

Ce film — résolument absurde — est, selon l'auteur, po-litique, po-étique et po-licier. Reprenons l'objectif. La cible se remet en mouvement: une banalité fuse? C'est un visage fascinant qui la prononce. Plus loin, un plan audacieux s'effondre dans une incongruité. Là, une naïveté est aussitôt neutralisée par de somptueuses couleurs. C'est un véritable autodafé.

Il y a un côté très adolescent chez ce réalisateur. Ses personnages, qui oscillent entre le monde du cinéma et de la pègre, ont quelque chose de nubile, de pur et de pervers. L'adulte (le flic, le mari, le producteur) y est souvent marginal ou exclu. On est gêné quand on ne peut l'éviter. Ce genre de cinéma y gagne une vie, une actualité incontestable mais se limite, du même coup, à un monde particulier.

« Made in U.S.A. » échappe d'autant moins à cette loi que l'absurdité est un mode de référence presque naturel chez la jeunesse, une position de repli contre la politique, la publicité et l'argent.

#### Un vertige de beauté

Mais une histoire vraiment fantastique doit l'être totalement, sinon on est déçu comme par de séduisantes toiles abstraites qui révèlent, quand on les approche, une banale figuration. Ainsi, on laisse défiler sans peine dans le film une chaîne d'assassinats, vrais ou faux — mais sanglants — jusqu'à ce qu'on devine une référence déplacée à Kennedy ou Ben Barka.

Et pourtant, viennent le silence et le visage d'Anna Karina sur des fonds qui vous caressent l'échine et un vertige de couleurs (photographiées par Raoul Coutard) vous reprend. Et quand la blonde Marianne Faithfull chante, comme une plainte de Donovan, on n'a plus envie de bouger. Allez comprendre! Cahin, caha, ce film sans rimes et trop de raisons renoue cependant avec le lyrisme d'Une femme est une femme et fait oublier le conformisme d'Une femme mariée. (Cette fois, pas la moindre cuisse à se mettre sous la dent.) On s'irrite à voir ce genre de films et pourtant le souvenir est flat-

Ironie du sort, le film est précédé d'une actualité « made in France » qui laisse rêveur. Qu'on chante les vertus du capitalisme ouest-allemand au moment où son « miracle » a vécu peut encore se soutenir, bien que son insistance fasse murmurer la salle. Mais que, pour illustrer la guerre du Vietnam, on évoque longuement le dernier charnier du Vietcong sans un mot sur les villages rasés par les Américains et les bombardements du Nord, ça, c'est insoutenable et relève de l'escroquerie. Le F.L.N., qui lui aussi n'était pas un ange, a eu son honteux Melouza. mais à travers ces horreurs le peuple algérien a reconnu les siens, comme le feront les Vietnamiens qui ne profitent pas, comme nous, des actualités Gaumont.

Made in U.S.A. de Jean-Luc Godard. (Lord Byron, Astor, Cinévog Saint-Lazare, Atlas, Bonaparte, Studio Saint-Germain.)

## Théâtre

## Du cœur et du coffre

Bernard Sizaire

l y a le théâtre des premières, encore hésitant, mais tout vif et palpitant. Puis il y a le théâtre quotidien, guetté par la routine, auquel a souvent droit le public après quelques semaines de représentations où fond l'enthousiasme initial. Quand la pièce écrite il y a un quart de siècle est inscrite depuis vingt-quatre ans au répertoire régulier de Jean-Louis Barrault on peut redouter le pire... Mais « le pire n'est pas toujours sûr ».

Depuis 1943, la mise en scène s'est épurée, le rythme s'en est accéléré. Les acteurs, avec des fortunes diverses, disent Claudel avec la fraîcheur des premiers jours.

Barrault aime deux théâtres: un théâtre où le texte est roi, poétique et parfois verbeux; un autre fait de fureur et de cruauté, issu directement de ses essais de jeunesse. Il tente quelquefois de les réunir dans des spectacles somptueux et baroques. A certains égards Le Soulier de Satin peut être considéré comme une de ces tentatives.

Les forces obscures et lumineuses y sont aux prises. Le bien lui-même y prend un aspect quasi animal qui le rend trouble. Mais cette parabole explosive, mélange de familiarité énorme et de lyrisme dru s'enlise parfois dans les marécages de l'incontinence solennelle, mettant à rude épreuve la patience du non-chrétien. Si le catholique y trouve pâture, la nourriture est un peu lourde et les interventions surnaturelles à longs versets pompeux seraient écourtées que le drame n'en serait pas moins clair.

Reste le côté espagnol et baroque. Fulgurance d'un Claudel mélangeant temps, espace et genres, faisant feu de tout son verbe!

Le travail de Barrault fut à l'origine chaleureusement approuvé par le poète. Mais je crains qu'il ne reste souvent à la surface d'une œuvre volcanique, animée d'immenses soubresauts et qu'il n'ait privilégié la luminosité du drame au détriment des puissances obscures et contradictoires qui en constituent l'indispensable humus. Avec d'excellents comédiens comme Geneviève Page et Jean-Pierre Bernard, il a eu le tort d'assumer le rôle de Rodrigue pour lequel il n'est pas fait : son inquiétude crispée manque d'ampleur et de tripes.

Beaucoup d'acteurs aujourd'hui s'abandonnent au flot de la grande réthorique claudélienne en négligeant les trouvailles verbales et les images qui en modifient le cours et et le débit. Leur diction poétique sombre alors dans l'académisme. Par ses dimensions mêmes, Claudel exige des acteurs une richesse et une générosité exceptionnelles. Le père de « Tête d'Or » est un géant qui réclame du coffre et du cœur. Il pose les mêmes problèmes que Wagner à nos chanteurs.

(1) Le Soulier de satin, de Paul Claudel, au Théâtre de France.

# Diagnostic sur Israël

J-P Antebi

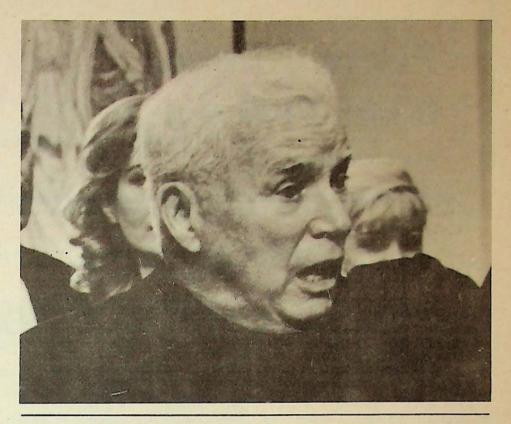
ans un numéro spécial, Esprit s'attache à analyser, ou plutôt à faire analyser par des Israéliens eux-mêmes (à deux exceptions près, Rabi et Roger Akriche), les aspects de leur pays qui peuvent poser des problèmes, tels les rapports avec les Juifs de la diaspora, l'évolution du pays depuis sa création, le problème des relations avec les arabes, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur.

Certes, dès le début J.-M. Domenach prévient le lecteur que l'on ne traite pas du conflit israélo-arabe puisque seuls les Israéliens ont la parole, mais comme lui-même considère ce numéro comme une préface au dialogue, ce document doit être lu, à travers le contexte auquel il se rattache.

Deux articles me semblent devoir retenir plus particulièrement l'attention. Celui de Simha Flapan, « Les Arabes en Israël », et celui de Roger Akriche « Le problème des réfugiés et le conflit israélo-arabe ».

Pour Simha Flapan un fossé a séparé les deux communautés, juive et arabe; dans leur propre mouvement de libération national. Tandis que le sionisme se noyait au sein du régime capitaliste, comme réaction à la frustation des masses juives dans une société bourgeoise prospère et dans une économie capitaliste et industrielle, le nationalisme arabe vit le jour dans une société féodale rétrograde et dans un système agraire précapitaliste arriéré ».

En Israël, le régime d'administration militaire n'a fait qu'aggraver la situation, mais il n'en est pas l'origine.



Par ailleurs, si le niveau de vie des Arabes israéliens est supérieur à celui qu'ils auraient dans les états voisins cela ne compte pas car leur seul point de comparaison est le niveau de vie des Israéliens avec lesquels ils sont confrontés. C'est donc une comparaison erronée qu'établissent certains Juifs.

Une évolution positive se manifeste, les Arabes israéliens s'orientent aujourd'hui vers les forces juives qui luttent pour l'égalité des droits individuels et nationaux des Arabes. Tandis que le gouvernement israélien s'est engagé à supprimer le régime militaire.

Cette évolution selon Simha Flapan pourrait faire des Arabes israéliens « un port vers la Paix ».

Comment faire cette paix, comment régler le problème des réfugiés, Roger Akriche, après avoir fait un bref historique de la situation, s'attache à un certain nombre de propositions, dont l'essentiel était déjà contenu dans celles d'Uri-Averery (cf. Le Monde - mai 1964) mais qui ont le mérite de devenir plus réalistes dans la mesure où elles se rattachent à une analyse économique et démographique.

Tous ceux que ce problème intéresse se doivent à mon avis de lire ce numéro. Ils se doivent à mon sens de le considérer tel qu'il est, c'est-àdire comme un ouvrage qui peut offrir une base de travail à ceux qui, des deux côtés, sont prêts à engager le dialogue.

## Cinéma

## La ruée vers Loren

'idée de départ de « La Comtesse de Hong-Kong » est très « américaine » et pouvait promettre une divertissante comédie: dans un night-club chinois, des girls élégantes et figées accueillent des marins médusés de valser, pour dix dollars, avec d'authentiques princesses de Saint-Pétersbourg. Ce climat sophistiqué suggérait pour vedette une fine mouche hollywoodienne... Là! C'est Sophia Loren qui nous écrase les pieds! (ou ceux du pauvre Marlon Brando, abruti par le perpétuel échange de pyjamas qui va suivre).

Le choix de cette imposante beauté pourrait se défendre. Après tout Billy Wilder s'en était bien tiré avec Monroe. Mais il fallait une singulière autorité pour obtenir qu'un profond jeu de poitrine ne tînt pas trop souvent lieu de réflexion. Encore moins d'émotion. Sophia sortant de la mer, ses énormes seins couverts de fleurs, ça passe, mais faisant sa boudeuse d'un mètre soixante-quinze, non! Outre cette héroïne trop massive, Chaplin a voulu ajouter un fond de romantisme à un genre qui répugne par dessus tout à la sensiblerie. Dès lors l'entreprise était perdue d'avance.

« Si vous avez aimé ce film, ditesle à vos amis », implore Chaplin visiblement soucieux de passer par-dessus la tête des intermédiaires. Soit! De-puis « Monsieur Verdoux » le réalisateur semble n'avoir plus cessé de plaider sa cause. Convenez qu'il y a de quoi se fâcher de notre côté. Quand on a apporté le comique au cinéma, la satire douce amère et la poésie, quand on a inventé un personnage éternel, quand on a signé «Le Kid», «Les Temps modernes» et « Les Lumières de la Ville », quand on a marqué d'un sceau indélébile l'histoire de son temps, bref, quand on s'appelle Chaplin on ne devrait pas avoir le droit de brader sa légende avec une telle légèreté. Tout de même, la « Ruée vers l'Or » c'était autre chose que la course aux blasons d'Hong-Kong et de New York! (Bretagne, Marivaux, George-V.)

# Pierre Stibbe n'est plus

Yves Dechezelles

La mort brutale de Pierre Stibbe a plongé dans la consternation les adhérents du P.S.U., dont il était membre du Bureau National, et de très nombreux sympathisants.

Le deuil est particulièrement cruel pour ceux qui, comme moi, ont mené à ses côtés, pendant de longues années, un même combat au Palais, dans le mouvement socialiste, dans la clandestinité de 1940 à 1944.

Nous nous inclinons tous avec émotion devant la grande douleur de Mme Stibbe et des siens, et garderons toujours le souvenir de ce militant exemplaire que, certain d'interpréter ce qui aurait été sa volonté, j'ai demandé à Yves Déchezelles, son fidèle compagnon, d'évoquer pour les lecteurs de Tribune Socialiste.

Edouard DEPREUX.

Alors qu'il se trouvait à la barre de la Cour d'Assises d'Amiens, au second procès de Kaddour Mehyaoui, la mort l'a frappé en plein combat. Terrassé par une crise cardiaque, il a perdu conscience instantanément. Mort symbolique mais qui nous bouleverse et qui creuse un vide qui ne sera pas comblé. Pierre Stibbe avait eu 54 ans le 19 décembre dernier.

L'intense émotion que cet événement a causée dans les pays d'outremer, l'immense hommage qiu a été rendu en Algérie à Pierre Stibbe, ét provenant des Algériens de toutes tendances, le flot ininterrompu de télégrammes et de messages qui affluent vers son épouse qui a été à tous instants sa collaboratrice dévouée et infatigable, montrent assez la place éminente qu'il occupait comme avocat et comme militant.

En 1946, quand sont sabotés les accords de Fontainebleau et qu'Haï-phong est bombardé, c'est le militant de la gauche du Parti Socialiste qui se révolte. Il sait combien cette guerre est stupide et combien l'entente était possible avec le Vietnam du Nord et son sage leader, le Président Ho. Il est alors l'un des rares hommes qui aient clairement pris conscience de l'importance des mouvements d'émancipation dans les pays d'outre-mer et de la nécessité d'une rapide décolonisation.

Mais, hélas! ce n'est pas cette voie qui sera suivie. La répression va s'abattre successivement sur les mouvements de libération de presque tous les pays colonisés.

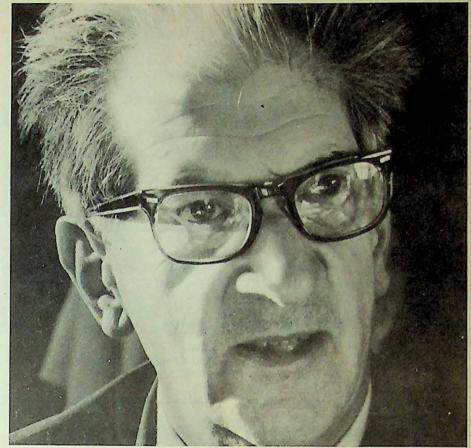
C'est alors que Pierre Stibbe entreprend cette gigantesque bataille judiciaire qui va le mener de Madagascar à l'Afrique noire et au Maghreb. Une bataille aussi conséquente pour la défense des droits de l'homme et des peuples n'a guère d'équivalent dans le passé. Parmi les hommes politiques marquants des pays d'outremer qui ont cu à souffrir de la répression, il en est peu dont Pierre Stibbe n'ait été le défenseur. Quant aux humbles, aux fellahs, aux sim-

ples militants, ceux qu'il a assistés devant toutes les juridictions pénales se comptent par milliers. Partout où c'était nécessaire, il a fait le procès de l'arbitraire, des violations des droits de l'homme, de la torture. Il a accompli cette tâche immense avec un désintéressement et un dévoucment exemplaires, avec aussi les qualités professionnelles les plus rares. Et il faut avoir présent à l'esprit le climat qui entourait ces procès. Là, comme dans la Résistance, va se révéler l'un de ses traits de caractère les plus étonnants. Cet être si sensible, si opposé par nature à la violence donnera sa pleine mesure dans les situations où il s'agit d'affronter les pires violences. On l'aurait dit presque inconscient du danger et dans les moments difficiles il aimait à plaisanter.

Cette bataille harassante, Pierre Stibbe l'aura menée pendant quinze ans presque sans interruption. Mais si grande qu'elle soit, cette tâche n'est pas la seule qu'il ait accomplie. Nous savons quel rôle positif il a joué dans le processus d'édification du P.S.U. Il a été l'un des premiers à comprendre l'importance et la qualité de l'apport des militants issus des organisations sociales et ouvrières chrétiennes. Il a pris une part active à l'élaboration des motions d'orientation et du programme. Il était de toutes les assises du P.S.U. Et il trouvait encore le temps de participer à de multiples réunions car il ne refusait jamais son concours.

Cependant, il y a un peu plus de trois ans, il cut une première alerte cardiaque. L'on fut inquiet sur son sort. Il se rétablit. Ses traits étaient plus creusés mais son énergie restait intacte. En plus de son activité professionnelle qui était grande, il reprit toutes ses tâches militantes au P.S.U. dont il avait récemment accepté d'être le candidat à Colombes.

Il y eut les deux grandes affaires que l'on sait. Le procès épuisant des ravisseurs de Mehdi Ben Barka et le second procès de l'Algérien Meh-



Collombert

yaoui. Et l'on sait la passion, l'obstination, l'intelligence qu'appliquait Pierre Stibbe à la défense d'un homme dont il était convaincu de l'innocence.

Il nous arrivait souvent de nous inquiéter de sa santé. Il se dépensait tellement. Nous nous efforcions de nous rassurer. Et puis est tombée sur nous la nouvelle déchirante. Nous ne reverrons plus sa haute silhouette, nous n'entendrons plus sa grande voix et son rire qui résonnait si fort.

Mais s'il est un réconfort possible, il est de penser qu'il a su donner un sens élevé à sa vie. Son cœur a cessé de battre. Mais Pierre Stibbe vivra longtemps dans le cœur de tant d'hommes et de femmes avec lesquels et pour lesquels il a mené le grand combat de la justice et de la fraternité.

## Une immense émotion

La disparition de Pierre Stibbe a soulevé une immense émotion dans les milieux les plus larges. Dans le flot de télégrammes et de messages qui nous sont parvenus, nous noterons ceux des organisations algériennes (de toutes tendances), malgaches, du Conseil National de la Paix, du Secours Populaire, etc.

On sait la part éminente que Pierre Stibbe prit au banc de la partie civile dans le procès des ravisseurs de Ben Barka. La famille de celui-ci et l'U.N.F.P. nous ont fait parvenir le télégrammee suivant :

« Apprenons avec stupeur grand malheur qui vous frappe. La disparition de notre grand camarade Pierre Stibbe, lutteur exemplaire au service de la cause des peuples opprimés, endeuille toute l'humanité éprise de liberté, de démocratie et de progrès. Nous nous associons à votre profonde douleur, et vous témoignons de nos liens amicaux et fraternels.

« Reconnaissance éternelle à Pierre,

« Signé : YUSSEFI, BEN BARKA ABDELKADER, Mmc Rita BEN BARKA, MEHDI ALAOUI, TAHIRI, et leurs amis du U.N.F.P. »

Une foule émue et recueillie a assisté aux obsèques de Pierre Stibbe, mardi dernier, au Père-Lachaise. Yves Dechezelles, son ami de toujours, le bâtonnier Arrighi, au nom de ses camarades de résistance, le bâtonnier Brunois, au nom du barreau de Paris, surent trouver les mots justes pour décrire la vie exemplaire de notre camarade.

Des militants les plus simples aux personnalités très diverses, confondues pour un jour dans une même émotion, ce fut une cérémonie d'une dignité austère, comme Pierre Stibbe l'eût sans doute désirée.

On pouvait reconnaître dans la foule, outre les directions nationales et fédérales de notre Parti, Gaston Monnerville, président du Sénat, Robert Verdier, Pierre Cot, Jean Lacouture, Daniel Mayer, Jules Moch, Pierre Lebrun, Me Mauville, Me Ledermann, Gilbert Grandval, Rheda Malek, ambassadeur d'Algérie, Abdelkader Ben Barka, Léo Hamon, Daniel Guérin, etc.